

Règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales - Modification

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 19.12.2001, rendu exécutoire en date du 04.03.2002, applicable à partir du 06.04.1999 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi-programme du 20.07.2006, notamment l'article 7 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE, de modifier comme suit le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales :

Article 1.- Le présent règlement s'applique aux diverses taxes établies par la Commune.

ETABLISSEMENT

Article 2.- Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition.

Le rôle est transmis contre accusé de réception au Receveur chargé du recouvrement et qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 3.- L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date d'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 4 § 3 de la loi du 24.12.1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe.

Article 4.- Lorsque le règlement-taxe prévoit une obligation de déclaration, l'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 5.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 6.- Tout redevable est tenu, à la demande de l'Administration communale et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24.12.1996 et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

RECOUVREMENT

Article 7.- Le recouvrement de l'imposition est poursuivi conformément aux règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 8.- Les taxes sont soit recouvrées par voie de rôle, soit perçue au comptant contre remise d'une preuve de paiement. La taxe recouvrée par voie de rôle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. La taxe perçue au comptant est payable selon les modalités et au moment prévus dans le règlement-taxe correspondant.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 9.- A défaut de paiement dans le délai prescrit, un premier rappel est envoyé gratuitement.

Pour tout courrier supplémentaire relatif à la taxe impayée, il est réclamé des frais administratifs de 8,00 EUR par courrier.

De plus, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

RECLAMATIONS

Article 10.- Le redevable peut introduire une réclamation contre une taxe communale auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative.

Article 11.- La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de six mois, soit de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, soit du paiement au comptant. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

1°) les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;

2°) l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Article 12.- Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'organe qu'il désigne spécialement à cet effet accuse réception de la réclamation, par écrit dans les huit jours de l'envoi de cette dernière.

La réclamation peut également être remise, contre accusé de réception, au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à l'organe qu'il désigne spécialement à cet effet.

- Article 13.-** Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'organe qu'il désigne spécialement à cet effet peut demander au réclamant ou à son représentant toute information ou tout document utiles et procéder sur les lieux à toute constatation.
- Article 14.-** Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'organe qu'il désigne spécialement à cet effet notifie au réclamant et à son représentant par pli recommandé la date de l'audience au cours de laquelle la réclamation sera examinée ainsi que les jours et heures où le dossier pourra être consulté.
Cette notification doit avoir lieu au moins quinze jours ouvrables avant la date de l'audience.
- Article 15.-** Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut convoquer à l'audience tout fonctionnaire ou préposé de l'Administration communale ayant accompli une mission en rapport avec l'imposition contestée.
Le réclamant ou son représentant qui désire être entendu ou produire un ou plusieurs témoins en informe le Collège des Bourgmestre et Echevins au moins cinq jours ouvrables avant l'audience.
- Article 16.-** Le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie par pli recommandé sa décision au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant, dans les six mois de la réception de la réclamation. Ce délai est augmenté de 3 mois lorsque la taxe contestée a été établie d'office.
- Article 17.-** La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de 1^{ère} instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.
A défaut de décision, la réclamation est réputée fondée. Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables.

DISPOSITIONS DIVERSES

- Article 18.-** Sans préjudice des dispositions de la loi du 24.12.1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, les dispositions du titre VII, chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.
- Article 19.-** Le présent règlement est applicable aux taxes communales perçues au comptant à partir du 02.05.2006 ou reprises dans des rôles rendus exécutoires à partir de la même date.

Algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen - Wijziging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in vergadering van 19.12.2001, uitvoerbaar verklaard op datum van 04.03.2002, toepasselijk vanaf 06.04.1999 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de programmawet van 20.07.2006, met name artikel 7 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT, het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen als volgt te wijzigen :

Artikel 1.- Dit reglement is van toepassing op de door de gemeente verschillende gevestigde belastingen.

VESTIGING

Artikel 2.- De kohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Het kohier wordt tegen ontvangstbewijs overgemaakt aan de Ontvanger die belast is met de invordering en die onverwijld instaat voor de verzending van de aanslagbiljetten. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 3.- Het aanslagbiljet bevat de verzendingsdatum en de gegevens vermeld in artikel 4 § 3 van de wet van 24.12.1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen.

Als bijlage wordt een beknopte samenvatting toegevoegd van het reglement krachtens welke de belasting is verschuldigd.

Artikel 4.- Indien het belastingreglement voorziet in de verplichting van aangifte, zendt het Gemeentebestuur de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 5.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

Artikel 6.- Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24.12.1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren evenwel alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

INVORDERING

Artikel 7.- De invordering van de belasting wordt verdergezet volgens de door de wet vastgestelde bepalingen inzake de invordering van de Rijksbelastingen op de inkomsten.

Artikel 8.- De belastingen worden hetzij ingevorderd door middel van kohieren, hetzij contant geïnd tegen afgifte van een betalingsbewijs.

De kohierbelasting moet worden betaald binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De belasting die contant geïnd moet worden betaald volgens de modaliteiten en op het moment voorzien in het betreffende belastingreglement.

Wanneer de belasting niet contant kan geïnd worden, wordt ze ingekohierd en is ze onmiddellijk eisbaar.

Artikel 9.- Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn, is een eerste herinnering gratis verzonden.

Voor elke bijkomende brief betreffende de onbetaalde belasting, worden er administratieve kosten van 8,00 EUR per brief geëist.

Bovendien, zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten geldig.

BEZWAREN

Artikel 10.- De belastingplichtige kan bezwaar indienen tegen een gemeentebelasting bij het College van Burgemeester en Schepenen dat handelt als administratieve overheid.

Artikel 11. Het bezwaar moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verlies, binnen een termijn van zes maanden, hetzij van de verzending van het aanslagbiljet, hetzij van de contante betaling, ingediend worden.

Het moet gedagtekend en ondertekend worden door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

1°) de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt ;

2°) het voorwerp van het bezwaar en een opgave van de feiten en middelen.

Artikel 12.- Het College van Burgemeester en Schepenen of het orgaan dat hij speciaal daarvoor aanwijst, bericht schriftelijk ontvangst van het bezwaar binnen acht dagen na de verzending van dit laatste.

Het bezwaar mag eveneens overhandigd worden tegen ontvangstbewijs aan het College van Burgemeester en Schepenen of het orgaan dat hij speciaal daarvoor aanwijst.

Artikel 13.- Het College van Burgemeester en Schepenen of het orgaan dat hij speciaal daarvoor aanwijst, kan aan de bezwaarindienaar of aan zijn vertegenwoordiger elke nuttige informatie of elk nuttig document vragen, en kan ter plaatse overgaan tot eender welke vaststelling.

Artikel 14.- Het College van Burgemeester en Schepenen of het orgaan dat hij speciaal daarvoor aanwijst, betekent aan de bezwaarindienaar en aan zijn vertegenwoordiger per aangetekende brief de datum van de hoorzitting tijdens dewelke het bezwaar onderzocht zal worden, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd zal kunnen worden. Deze betekening moet ten minste vijftien dagen vóór de dag van de hoorzitting plaatshebben.

Artikel 15.- Het College van Burgemeester en Schepenen kan iedere ambtenaar of beambte van het Gemeentebestuur die een opdracht in verband met de betwiste belasting vervuld heeft voor de zitting oproepen. De bezwaarindienaar of zijn vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden of één of meerdere getuigen wenst vóór te brengen, brengt het College van Burgemeester en Schepenen hiervan op de hoogte ten minstens vijf werkdagen vóór de hoorzitting.

Artikel 16.- Het College van Burgemeester en Schepenen betekent per aangetekende brief zijn beslissing aan de bezwaarindienaar en, in voorkomend geval, aan zijn vertegenwoordiger binnen de zes maanden van de ontvangst van het bezwaar. Deze termijn wordt met drie maanden verhoogd wanneer de betwiste belasting van ambtswege werd geheven.

Artikel 17.- Tegen de beslissing genomen door het College van Burgemeester en Schepenen kan beroep ingesteld worden bij de rechtbank van 1^{ste} aanleg van het rechtsgebied waarin de belasting gevestigd werd.

Bij ontstentenis van beslissing wordt het bezwaar geacht gegrond te zijn. De artikelen 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN

Artikel 18.- Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wet van 24.12.1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen voor zover zij niet in het bijzonder betrekking hebben op de belastingen op de inkomsten.

Artikel 19.- Het huidige reglement is van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 02.05.2006 of die in kohieren zijn opgenomen die vanaf dezelfde datum uitvoerbaar worden verklaard.